

## Symposium Finance AFEP 2026

### La finance à impact comme dispositif de gouvernement des futurs à l'ère des limites planétaires

David Bourghelle (IAE-Uni. Lille – LUMEN) – Catherine Deffains-Crapsky (FDEG-Uni. Angers – GRANEM)

Le XVIème congrès de l'AFEP, qui se déroulera du 10 au 12 juin 2026 à Saint Briec, a pour thématique : « **No(s) futur(e)s : crises, conflits et matérialité dans les économies du XXI<sup>e</sup> siècle** » : <https://afep2026.sciencesconf.org/>

L'effondrement des cadres socio-économiques et politiques hérités du XX<sup>e</sup> siècle, et l'incapacité des régulations internationales à répondre aux crises financière, environnementale, géopolitique et démocratique, remet en cause l'idée même d'un avenir pour les sociétés humaines. Ces facteurs de déstabilisation menacent nos capacités à nous projeter collectivement dans une organisation sociale et matérielle viable. Quels investissements d'avenir ? Pour répondre à quels besoins ? Pour quel(s) futur(s) souhaitables ?

Dans ce contexte de dérèglement systémique, la finance à impact — qui peut être définie comme un ensemble d'outils visant à générer simultanément un rendement financier et un impact social et/ou environnemental positif, mesurable et intentionnel — se présente comme un levier de réorientation du capital vers des activités jugées souhaitables, notamment via des stratégies d'allocation, des instruments contractuels et des infrastructures de mesure (Höchstädter & Scheck, 2015). Elle se caractérise par l'intentionnalité (intention explicite de générer des effets sociaux et/ou environnementaux), l'additionnalité (ce que l'investissement rend possible), et la mesurabilité des résultats. L'impact reste cependant un concept informationnel difficile à observer et à vérifier, ce qui place la mesure, la comparabilité et l'auditabilité au cœur du champ (Nicholls, 2018 ; Berg et al., 2022). Des revues récentes de littérature soulignent d'ailleurs la fragmentation des définitions et des méthodes (Roor & Maas., 2024 ; Schlütter et al., 2024). En finance, un débat essentiel porte sur l'impact réel de ces mécanismes de marché. La question est de savoir si la seule variation du coût du capital peut influencer de manière significative l'investissement réel, en comparaison avec les canaux de gouvernance et de contractualisation. (Berk et van Binsbergen, 2025).

La finance à impact mainstream s'inscrit le plus souvent dans une logique de soutenabilité faible (Gutés, 1996) et peine à intégrer des contraintes biophysiques non négociables (Rockström et al., 2009). Dans sa forme dominante, elle privilégie des futurs compatibles avec l'ordre économique existant et les *business models* rentables, alignés à des narratifs de croissance verte et de découplage, et portés par des acteurs capables de rendre compte (reporting, indicateurs, audits). Cela favorise des logiques techno-solutionnistes, des trajectoires de transition incrémentale, et des innovations « scalables » au détriment de transformations structurelles vers la sobriété ou la décroissance sectorielle, voire les communs non marchands (Busch et al., 2021).

Apparaissant parfois comme une tentative de ré-encastrement partiel du capitalisme (Polanyi), la finance à impact se matérialise cependant bien souvent par une extension marchande à de nouveaux domaines (climat, biodiversité). En nommant, mesurant et finançant l'impact, elle fabrique les réalités qu'elle prétend simplement observer (Callon). Gouverner par l'impact consiste alors à

remplacer le débat démocratique par des indicateurs, et la loi par des incitations, au nom d'une gouvernamentalité néolibérale avancée (Foucault).

-Alors qu'elle devrait reconnaître explicitement les limites biophysiques systémiques, cumulatives et globales (soutenabilité forte) et intégrer des zones d'infinançabilité (Caldecott et al., 2021), elle reste bien souvent dominée par le primat de la valeur monétaire et ancrée dans une soutenabilité faible évaluée à l'échelle d'un projet ou d'une organisation.

-Alors qu'elle devrait être à même de produire une matérialité écologique ou sociale forte, située, politique, et définie avant tout par rapport à la préservation des systèmes vivants (Nicholls, 2018), elle est souvent financièrement orientée, définie du point de vue de l'investisseur en lien avec le risque ou l'opportunité financière (Khan et al., 2016), et via des cadres ESG élargis.

-Alors qu'elle devrait pouvoir mesurer pour transformer (Roor & Maas, 2024) et assumer ainsi une véritable fonction de gouvernabilité des futurs, elle simplifie à outrance des phénomènes complexes, fétichise les indicateurs d'impacts pour les rendre compatibles avec les contraintes financières existantes et participe de ce fait à une dépolitisation de choix profondément politiques.

Dans ces conditions, quels futurs la finance à impact rend-elle finançables et dans quelle perspective de soutenabilité se situe-t-elle (faible versus forte ?). Dans quelle mesure, dans un contexte de contraintes non négociables (limites planétaires), peut-elle constituer un mode d'évaluation des investissements jugés désirables pour le futur ? Sous quelles conditions peut-elle dépasser le statut d'un simple instrument d'allocation pour s'affirmer comme un véritable dispositif de gouvernement des futurs ?

Dans le cadre de la session ouverte « **La finance à impact comme dispositif de gouvernement des futurs à l'ère des limites planétaires ?** », nous nous posons la question de savoir à quelles conditions la finance à impact peut-elle devenir un véritable mode d'évaluation performatif (ce qui est mesurable comme « impact » devient finançable, et ce qui est finançable devient un futur possible), ne se contentant pas de refléter des préférences sociales, mais capable de produire des hiérarchies de futurs et de favoriser les conditions d'émergence d'une « finance des limites » subordonnée aux seuils écologiques (Rockström et al., 2009; Steffen et al., 2015; Lagoarde-Ségot, 2025; Richard & Rambaud, 2022).

-Comment la finance à impact peut-elle dépasser son rôle limitant d'outil de sélection de projets pour devenir un véritable dispositif d'orientation du capital, un cadre d'anticipation, et un régime de légitimation des futurs jugés souhaitables et finançables ?

-Quelles ontologies du futur rend-elle possibles ? (futur de croissance verte, technologiste, de sobriété, de démarchandisation, de décroissance ?)

-Quel type de soutenabilité promeut-elle ? (soutenabilité faible arrimée à la monétisation de la nature ou soutenabilité forte fondée sur la reconnaissance de l'infinançable et du non rentable).

-Quel statut épistémique de l'impact et de sa mesure ? Est-il une donnée objective ou un construit mesurable qui invisibilise ce qui échappe à la quantification ?

- Dans quelle mesure l'impact investing influence-t-il les décisions des entreprises via la modification des conditions de financement (coût du capital, accès au financement, maturités, clauses contractuelles) ?

- Dans quelle mesure l'impact investing influence-t-il les décisions des entreprises via la gouvernance et le contrôle (engagement, conditionnalités, droits de contrôle, suivi stratégique), indépendamment des conditions financières ?

- Comment les instruments encodent-ils le changement ? Le façonnent-ils en imposant temporalités, légitimités et trajectoires, agissant ainsi comme de véritables technologies politiques ?

- Qui décide des futurs souhaitables ? Concentrée entre investisseurs, agences de notation et standards internationaux, la finance à impact façonne les futurs désirables hors de tout processus démocratique, excluant voix citoyennes, générations futures et non-humains.

Telles sont les questionnements qui seront abordés lors de la session ouverte « La finance à impact : outil techno-managérial capitaliste ou dispositif politique et épistémique de gouvernement des futurs ? »

La session Finance AFEP 2026 s'inscrit dans la continuité d'un certain nombre de rencontres qui se sont déroulées dans le cadre du congrès de l'AFEP (2019, 2022, 2023, 2024, 2025). Il sera composé d'ateliers de recherche et de tables rondes. Il permettra de poursuivre et d'approfondir un travail en intelligence collective afin de contribuer à faire émerger un nouveau récit.

## Références bibliographiques

Alijani S., Karyotis C. (Eds) (2017), *Finance and Economy for Society: Integrating Sustainability*, Bingley : Emerald Publishing

Berg, F., Kölbel, J. F., & Rigobon, R. (2022). Aggregate confusion: The divergence of ESG ratings. *Review of Finance*, 26(6), 1315–1344.

Berk, J. B., & van Binsbergen, J. H. (2025). The impact of impact investing. *Journal of Financial Economics*, 164, 103972.

Busch, T., Bruce-Clark, P., Derwall, J. *et al.* (2021). Impact investments: a call for (re)orientation. *SN Bus Econ* 1, 33. <https://doi.org/10.1007/s43546-020-00033-6>

Bourghelle, D., Pérez, R., & Rozin, P. (2021). Rethinking Finance in the Face of New Challenges. Bingley: Emerald Publishing Limited.

Caldecott, B., Clark, A., Koskelo, K., Mulholland, E., & Hickey, C. (2021). Stranded assets: Environmental drivers, societal challenges, and supervisory responses. *Annual Review of Environment and Resources*, 46, 417–447.

Callon

Coupey-Soubeyran J., Delandre P., Sersiron, A., 2024. Le pouvoir de la monnaie, Editions Les liens qui libèrent, January 2024.

Dufrène N., 2023. La dette au XXI<sup>e</sup> siècle - Comment s'en libérer, Ed. Odile Jacob, 2023

Foucault

Höchstädter, A. K., & Scheck, B. (2015). What's in a name: An analysis of impact investing understandings by academics and practitioners. *Journal of Business Ethics*, 132(2), 449–475.

Gutés, M. C. (1996). The concept of weak sustainability. *Ecological Economics*, 17(3), 147–156.

Khan, M., Serafeim, G., & Yoon, A. (2016). Corporate sustainability: First evidence on materiality. *The Accounting Review*, 91(6), 1697–1724.

Lagoarde-Ségot, T., 2025. Ecological Economics and Finance. Palgrave-Macmillan, UK.

- Nicholls, A. (2018). A general theory of social impact accounting: Materiality, uncertainty and empowerment. *Journal of Social Entrepreneurship*, 9(2), 132–153.
- Richard, J., Rambaud, A., 2022. Humanitarian Ecological Economics and Accounting Capitalism, Ecology and Democracy. Routledge, UK, 100 p.
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., et al. (2009). A safe operating space for humanity. *Nature*, 461, 472–475.
- Roor, A. & Maas, K. (2024). Do impact investors live up to their promise? A systematic literature review on improving investments' impacts. *Business Strategy and the Environment*, 33(4), 3707–3732.
- Schlütter, D., Schätzlein, L., Hahn, R., & Waldner, C. (2024). Missing the impact in impact investing research: A systematic review and critical reflection of the literature. *Journal of Management Studies*, 61(6), 2694–2718.
- Steffen, W., Richardson, K., Rockström, J., et al. (2015). Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet. *Science*, 347(6223), 1259855.
- Sun, W., Louche, C., & Pérez, R. (2011). Finance and Sustainability: Towards a New Paradigm? A Post-crisis Agenda. Emerald Group Publishing.

### **Précédents symposium Finance – AFEP :**

- Symposium 2025 : **" Résister et accélérer pour co-construire un paradigme alternatif**  
Colloque AFEP Université de Bordeaux, juillet 2024.
- Symposium 2024 : **"La Finance face aux limites planétaires : Comment valoriser et allouer les ressources financières à l'ère du capitalocène ?"**, Colloque AFEP Université de Montpellier, juillet 2024.
- Symposium 2023 : **"Transformer les institutions de la finance pour accompagner la grande bifurcation écologique et sociale"** Colloque AFEP Université Paris Cité, juillet 2023.
- Symposium 2022 : **"Comment concevoir une finance permettant un système économique et social soutenable"**, Colloque AFEP UPJV Amiens 29 juin-1<sup>er</sup> 2022.
- Symposium 2019 : **"Repenser la théorie financière face aux nouveaux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux"**, Colloque AFEP/IIPPE, Lille 3-5 juillet 2019.

### **Modalités de soumission**

Les propositions de communication (800 mots) sont à envoyer aux adresses suivantes :

[david.bourghelle@univ-lille.fr](mailto:david.bourghelle@univ-lille.fr) – [catherine.deffains-crapsky@univ-angers.fr](mailto:catherine.deffains-crapsky@univ-angers.fr)

Elles doivent être également soumises via la plateforme <https://afep2026.sciencesconf.org/>

En sélectionnant la session : **"La finance à impact comme dispositif de gouvernement des futurs à l'ère des limites planétaires"**

Date limite de soumission : le **15 mars 2026** pour une notification de réponse le 31 mars 2026.

Les papiers complets sont attendus **courant mai 2026**, pour mise en ligne sur le site du congrès.